

POLE LOGISTIQUE
SERVICE ACHAT

Pouvoir adjudicateur

CPAM de la Loire-Atlantique
9 rue Gaëtan Rondeau
44958 Nantes Cedex 9

Contact administratif et technique :
Service achats.

n°2025-07

Marché de réalisation d'actes de biologie pour le compte du Centre d'Examens de Santé (« CES ») de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Loire Atlantique (ci-après « CPAM »), dans le cadre de son activité d'EPS et des prestations d'acheminement correspondantes.

Cahier des clauses administratives particulières

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Dispositions générales.....	3
1.1.	Objet.....	3
1.2.	Cadre réglementaire et documents contractuels	3
1.2.1.	Cadre réglementaire	3
1.2.2.	Documents contractuels	3
1.3.	Durée	4
1.4.	Obligations à la charge du prestataire	4
1.5.	Résiliation	4
1.5.1.	Résiliation pour faute.....	4
1.5.2.	Résiliation pour cumul de pénalités	4
1.5.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général	4
ARTICLE 2.	Délais d'exécution des prestations et pénalités.....	5
ARTICLE 3.	Sous-traitance	5
ARTICLE 4.	Sécurité et confidentialité.....	6
4.1.	Respect des consignes d'accès aux sites.....	6
4.2.	Respect des règles d'hygiène et de sécurité	6
4.3.	Equipeement de protection	6
4.4.	Confidentialité.....	6
4.5.	Obligation de discrétion	7
4.6.	Violation des données à caractère personnel.....	7
4.7.	Clause de confiance relative à l'identification	7
4.8.	Respect des principes de la république.....	8
ARTICLE 5.	Prix de règlement des présentations.....	9
5.1.	Prix des prestations	9
5.2.	Révision	9
5.3.	Facturation et règlement.....	9
5.3.1.	Modalités de transmission des factures.....	9
5.3.2.	Modalités de règlement.....	10
ARTICLE 6.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
ARTICLE 7.	Cession des activités du titulaire.....	11
ARTICLE 8.	Différends ou litiges – attribution de juridiction.....	11
ARTICLE 9.	Dérogation	11
ANNEXE 1 :	CLAUDE DE SOUS-TRAITANCE POUR LES DONNEES PERSONNELLES.....	12

ARTICLE 1. Dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché porte sur la réalisation d'actes de biologie pour le compte du Centre d'Examens de Santé (« CES ») de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Loire Atlantique (ci-après « CPAM »), dans le cadre de son activité d'Examen de Prévention en Santé (EPS) et des prestations d'acheminement correspondantes. Il ne comprend aucun engagement de commandes ni de volume.

L'examen de prévention en santé est évolutif. Des modifications peuvent affecter son déroulement et son contenu. Le titulaire sera tenu de s'adapter aux demandes formulées par l'Assurance Maladie. Les modalités pratiques et, éventuellement les implications financières, seront réglées par voie d'avenant au marché.

A titre d'information, le nombre moyen d'assurés ayant bénéficié d'une consultation (ci-après le(s) « consultant(s) ») est estimé à 17 par jour et par site. En 2025, 2400 EPS sont prévus sur le site de Nantes et 2700 sur le site de Saint Nazaire.

1.2. Cadre réglementaire et documents contractuels

Ce marché est exécuté pour le compte de la CPAM de la Loire-Atlantique, pouvoir adjudicateur, dont le siège est situé au 9 rue Gaëtan Rondeau, 44 958 Nantes Cedex 9, représentée par Monsieur Pierre PEIX, Directeur Général.

Le présent marché est un marché public de services passé selon la procédure adaptée. Il est ainsi alloti :

- Lot 1 : CES Nantes - Bretagne,
- Lot 2 : CES St Nazaire.

L'ensemble des dispositions du présent CCAP sont applicables aux deux lots, sauf mention expresse contraire.

Il est soumis au CCAG Fournitures courantes et services.

Le présent cahier des clauses administratives particulières définit les dispositions contractuelles applicables une fois le marché attribué. L'ensemble de ses dispositions ont donc valeur contractuelle.

La présentation d'une offre par le prestataire en réponse au présent marché vaut acceptation sans réserve des dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières, du cahier des clauses techniques particulières et du Cahier des Clauses Administratives Générales (« CCAG ») applicable.

1.2.1. Cadre réglementaire

- Article L 124.4 du Code de la Sécurité Sociale
- Le Code de la commande publique,
- Le Code du travail,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale du régime général,
- Loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- Le Code de la santé publique, en vigueur à la date d'exécution du marché,
- Le Code de l'environnement, en vigueur à la date d'exécution du marché

1.2.2. Documents contractuels

Une fois le marché attribué, il est constitué des documents suivants, classés par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses administratives et son annexe
- Le Cahier des clauses techniques particulières et ses annexes
- Le CCAG Fournitures courantes et services
- L'offre technique établi selon le cadre technique fourni par le Pouvoir Adjudicateur
- Le livret de sécurité de la CPAM remis lors de la notification du marché.

1.3. Durée

La durée initiale du présent marché est d'un an à compter de sa date de notification.

A l'issue de la première année, le marché peut être prorogé trois fois, pour une période d'un an, soit une durée maximale de quatre ans, sauf si l'une des parties dénonce le contrat avec un préavis d'un mois avant la date d'échéance du marché par lettre recommandée avec accusé réception.

1.4. Obligations à la charge du prestataire

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du présent marché conformément aux dispositions de ce dernier et à la réglementation applicable.

Le titulaire s'engage à respecter les bonnes pratiques de laboratoire décrites dans les textes légaux et réglementaires et les préconisations propres aux laboratoires travaillant pour le compte de l'Assurance Maladie.

Il est obligatoirement certifié ISO 15189 et ISO 22870 ou équivalent, et accrédité.

1.5. Résiliation

Le marché peut être résilié, en tout ou partie, en cas de manquement du prestataire à ses obligations. Peuvent être considérés comme manquement le non-respect des délais mentionnés dans le marché, l'application répétée de pénalités notamment, ou pour motif d'intérêt général. La CPAM en informe le prestataire par courrier avec accusé réception.

La résiliation prend effet à l'issue d'un préavis de trois mois commençant à courir à la date de réception du courrier précité.

1.5.1. Résiliation pour faute

Dans le cas où le Titulaire du marché ne respecte pas les obligations contractuelles lui incombant dans le cadre du présent marché ou en cas de faute, le Pouvoir Adjudicateur est en droit de résilier le(s) lot(s) du marché concerné de plein droit dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour faute du Titulaire ou d'inexécution de ses obligations contractuelles, le Pouvoir Adjudicateur fait procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et aux risques du Titulaire. Les frais comprennent les surcoûts résultant de l'exécution du marché par un tiers ainsi que, par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS les surcoûts engendrés par la procédure de passation d'un nouveau marché.

Une mise en demeure préalable est adressée au Titulaire en recommandé avec accusé de réception. Y figurent les motifs de cette mise en demeure, l'indication d'un délai d'exécution raisonnable ainsi que la sanction envisagée en cas de manquement avéré, à savoir la résiliation du marché aux frais et risques.

1.5.2. Résiliation pour cumul de pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le cumul annuel des pénalités mentionnées à l'article 2 du présent document est supérieur ou égal à vingt pour cent (20%) du montant annuel, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché, à tout moment, aux torts uniques du Titulaire.

En cas de résiliation du marché pour cumul des pénalités, l'exécution des prestations sera assurée par une tierce entreprise aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS. Les frais comprennent notamment les surcoûts engendrés par la procédure de passation d'un nouveau marché et le surcoût résultant de l'exécution du marché par un tiers.

1.5.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Outre les cas de résiliation mentionnés dans le présent document, le Pouvoir Adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation du service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement. Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme qui n'auraient pas été prises en compte dans le décompte de résiliation.

ARTICLE 2. Délais d'exécution des prestations et pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les prestations non conformes au marché donne lieu à l'application des pénalités indiquées.

Elles ne sont pas soumises à TVA, sont forfaitaires et applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont cumulables. Leur cumul ne peut pas dépasser 10% de la facture mensuelle.

Dans l'hypothèse où ces pénalités sont appliquées par la CPAM, le prestataire les déduit de la prochaine facture en les identifiant précisément sous l'intitulé « Pénalités ».

PRESTATIONS	DEBUT DU DELAI	EXPIRATION DU DELAI	PENALITES APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DU DELAI
Ramassage des échantillons	Site de Saint-Nazaire : 14h. Site de Nantes : 13h.	Expire 1 heure après le début du délai.	Pénalité forfaitaire de 100€ par heure de retard
Informations en cas de résultats dépassant le seuil d'alerte	Ramassage des échantillons	Pour les analyses standards, il expire le jour de ramassage des échantillons à 16h00. Pour les analyses complémentaires, il expire le <u>jour ouvré</u> suivant le ramassage des échantillons à 16h00.	Pénalité de 100€ par heure de retard et par dossier.
Informations en cas de résultats dépassant le seuil d'urgence	Ramassage des échantillons	Expire le jour du ramassage des échantillons à 16h00.	Pénalité de 150€ par heure de retard et par dossier.
Restitution des résultats par télétransmission	Ramassage des échantillons	Conformément au délai mentionné par le titulaire dans son offre, et au plus tard 3h après le début du délai	Pénalité de 55 € par heure de retard et par dossier.

ARTICLE 3. Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de chaque contrat de sous-traitance.

Les conditions de recours à la sous-traitance sont définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC. Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

La demande intervient soit à la remise de l'offre, soit après notification du marché.

Dans les deux cas, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur une déclaration de sous-traitance - DC4 disponible sur le site indiqué ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si la déclaration arrive après notification du marché, le Titulaire doit la transmettre au Pouvoir Adjudicateur soit contre un récépissé soit par courrier recommandé avec avis de réception avec tous les documents indiqués à l'article 10.1 du Règlement de Consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise prestataire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

ARTICLE 4. Sécurité et confidentialité

4.1. Respect des consignes d'accès aux sites

Le Titulaire s'engage à respecter les consignes d'accès aux sites suivants. A défaut, la CPAM se réserve le droit de ne pas le laisser accéder. Dans ce cadre, tout manquement ou retard consécutif est imputable au Titulaire et pourra être sanctionné comme tel.

CES de Saint Nazaire

L'intervenant doit impérativement se présenter à l'interphone situé à l'entrée principale du CES.

CES de Nantes Bretagne

L'intervenant doit impérativement se présenter à l'interphone situé à l'entrée principale du CES.

4.2. Respect des règles d'hygiène et de sécurité

Il s'engage à faire respecter par l'ensemble des intervenants les règles applicables au sein de la CPAM, en matière d'hygiène et de sécurité, notamment en termes de tenue et de comportement. Il leur dispense les formations de sécurité nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

En particulier, le prestataire s'engage à ce que les règles suivantes soient respectées :

- ✚ Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- ✚ Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société.
- ✚ Interdiction de fumer dans les locaux.
- ✚ Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte de l'établissement.
- ✚ Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- ✚ Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire.
- ✚ Interdiction de faire pénétrer une personne autre que les intervenants désignés.
- ✚ Le prestataire fournira à la CPAM la liste nominative du personnel d'encadrement qui est seul habilité à recevoir les instructions de la CPAM. Pour des raisons de sécurité, cette liste doit toujours être à jour.

Le prestataire fournira à la CPAM la liste nominative du personnel d'encadrement qui est seul habilité à recevoir les instructions de la CPAM. Pour des raisons de sécurité, cette liste doit toujours être à jour.

Le prestataire doit, en tout état de cause, signaler à la CPAM, dès qu'il est en mesure de les déceler, les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait porté aucun remède.

4.3. Equipement de protection

Les équipements de protection individuelle et collective nécessaires à l'exécution des prestations dans le respect des conditions de sécurité et d'hygiène sont à la charge de l'entreprise intervenant.

4.4. Confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document,

étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- ✚ prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ✚ ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ✚ ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ✚ ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ✚ ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ✚ ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ✚ ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- ✚ la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- ✚ les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- ✚ les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

4.5. Obligation de discrétion

Dans le cadre des dispositions prises par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire se soumet à toutes les obligations découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret professionnel.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de la prestation, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'Organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir cette communication confidentielle. À cet effet le Titulaire se voit remettre au moment de la notification du marché, le document intitulé : « livret de sécurité du prestataire. »

En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire s'expose aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause peut conduire à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le Titulaire s'assure que les sous-traitants placés sous sa responsabilité respectent cette clause.

4.6. Violation des données à caractère personnel

Le titulaire et ou les sous-traitants notifient au Pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo.cpam-loireatlantique@assurance-maladie.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

4.7. Clause de confiance relative à l'identification

Le centre d'examen de santé de la CPAM de Loire-Atlantique, s'engage à mettre en œuvre les exigences et bonnes pratiques décrites dans le référentiel national d'identitovigilance (RNIV) afin de sécuriser l'identification des usagers

qu'il prend en charge et le bon référencement des données de santé produites. Il est le seul responsable de la qualité des identités transmises au récepteur des données de santé référencées avec l'identité INS.

Le récepteur des données de santé référencées avec l'identité INS, s'engage, en particulier, à transmettre le matricule INS de l'utilisateur (et son OID) si et seulement si l'identité de l'utilisateur a été qualifiée, opération qui implique:

- la vérification de l'identité de l'utilisateur à partir d'un dispositif d'authentification à haut degré de confiance ;
- la récupération ou la vérification de l'identité INS de l'utilisateur à partir du téléservice INSi proposé par l'Assurance maladie.

Toute erreur ou modification apportée à une identité transmise doit être signalée sans délai afin de garantir la qualité des identités partagées entre les 2 structures. Le contrat de confiance peut être dénoncé à tout moment s'il est constaté des erreurs répétitives témoignant de mauvaises pratiques.

À noter : les parties peuvent compléter cette clause en indiquant la procédure à suivre en cas de doute sur une identité transmise par l'émetteur ainsi que les éventuels moyens de contrôle dont le récepteur souhaite se doter pour vérifier la qualité des identités transmises.

Les référents en identitovigilance des 2 structures doivent être mis en relation. Il est recommandé aux parties de réaliser des audits croisés et/ou de tenir un registre d'anomalies pour s'assurer que les bonnes pratiques sont effectivement respectées de part et d'autre.

REFERENCES

- Référentiel « Identifiant National de Santé » (<https://esante.gouv.fr/securite/identifiantnational-de-sante>)
- Référentiel national d'Identitovigilance (<https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-etmaladies/qualite-des-soins-et-pratiques/securite/securite-des-soins-securite-despatients/article/identitovigilance>)

4.8. Respect des principes de la république

Le présent marché confie à son Titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public,
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Cette disposition s'applique également pour les co-traitants et les sous-traitants.

ARTICLE 5. Prix de règlement des présentations

5.1. Prix des prestations

Les analyses de biologie et les prestations accessoires sont payées sur la base d'un **prix unitaire** réglementé, que les analyses soient listées dans les documents de la consultation présent ou non.

Conformément à la réglementation en vigueur, les prix de base des analyses sont ceux établis en fonction de la Nomenclature Générale des Actes Professionnelles de Biologie Médicale.

Ce prix inclut également les prestations accessoires telles que :

- le ramassage des échantillons,
- le transport,
- la fourniture des matériels et de consommables nécessaires aux prélèvements et aux analyses,
- les contrôles qualité
- la formation des agents du CES
- le traitement administratif des dossiers,
- la présence ponctuelle nécessaire du titulaire aux réunions liées à l'activité de biologie du CES, y compris dans le cadre d'études, notamment de la mission Constances.

Aucune prestation afférente ou coût lié aux prestations du marché ne donnent pas droit à un paiement supplémentaire.

5.2. Révision

Les prix sont révisables dans les mêmes conditions d'évolution que la « lettre clé B » et/ou la nomenclature des actes de biologie médicale.

Les prix ne peuvent pas bénéficier de l'éventuel effet rétroactif du changement de valeur de « la lettre clé B ».

5.3. Facturation et règlement

5.3.1. Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire transmet ses factures sous forme électronique. Cette disposition concerne aussi ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Dans ce cadre, le titulaire doit utiliser dans les conditions définies au présent article le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Ainsi, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM en tant que destinataire de la facture : 515 163 749 00010
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE ORDONNANCEMENT
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE
A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante:

CPAM – Service ordonnancement
9 rue Gaëtan Rondeau
44958 Nantes Cedex 9

En toutes hypothèses, les mentions conformes au marché devant figurer sur les factures papiers ou électroniques sont les suivantes, en application de l'article D2192-2 de la commande publique :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

5.3.2. Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont payables sur présentation de la facture, mensuelle à terme échu. Seules les prestations et leurs modalités administratives associées qui sont réalisées conformément aux présentes dispositions pourront faire l'objet d'un règlement.

La CPAM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM des prestations objet du marché dans les conditions prévues par celui-ci.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement, du principal incluse.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 6. Redressement ou liquidation judiciaire

Dans le cas où le Titulaire du marché est en redressement ou liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur est en droit de résilier le marché de plein droit dans les conditions prévues à l'article 39.2 du CCAG-FCS.

ARTICLE 7. Cession des activités du titulaire

En cas de cession des activités du Titulaire à un autre prestataire, le Pouvoir Adjudicateur peut refuser la poursuite du marché. En cas d'acceptation, le nouveau Titulaire doit obligatoirement poursuivre l'exécution du marché selon les mêmes conditions.

ARTICLE 8. Différends ou litiges – attribution de juridiction

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Les différends ou litiges liés à l'exécution du présent marché font l'objet d'une médiation conformément au décret du 19 décembre 2012 ou d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA).

En cas d'échec, le tribunal compétent est le tribunal judiciaire de Nantes :

Tribunal d'instance de Nantes

19, quai François Mitterrand.

44921 Nantes cedex 9.

ARTICLE 9. Dérogation

Article CCAP	Articles CCAG FCS dérogés
1.5.1	45
1.5.2	14
1.5.3	42
2	14

Le Centre d'Examen de Santé ou **CES**, situé [...], représenté par [...];

(ci-après, « **le responsable de traitement** »)

D'une part,

ET

[...], situé à [...] et représenté par [...];

(ci-après, « **le sous-traitant** »)

D'autre part,

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement des données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

- Réalisation d'actes de biologie

La nature des opérations réalisées sur les données est une utilisation aux fins de l'acte de biologie et au respect des exigences légales incombant à cette activité.

La finalité du traitement consiste en la restitution des résultats des actes de biologie au médecin prescripteur.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- L'Etat civil (nom, prénom, date de naissance, sexe ...)
- Le NIR
- Les Coordonnées (du consultant, du médecin prescripteur et du médecin traitant)
- Les informations et prélèvements médicaux nécessaires à l'acte

Les personnes concernées sont les consultants des CES, Centres d'Examens de Santé.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires à la réalisation de l'acte de biologie ainsi que celles précitées.

III. Durée du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à compter du [...] pour une durée de [...].

IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
6. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement

de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de [...] jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance par tout moyen assurant la confidentialité de l'information. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par les obligations légales lui incombant de par son activité.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à :

- Conserver l'ensemble des données au titre de l'archivage par la législation régissant son activité
- Puis détruire toutes les données personnelles

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurités techniques et organisationnelles.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

V. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. Fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du sous-traitant